

Contre la répression, pour la résistance

Ils peuvent couper toutes les fleurs, ils n'empêcheront jamais le printemps

La République islamique d'Iran est née par la violence : celle qui s'est abattue sur les luttes des femmes et des minorités sexuelles et de genre, comme sur la mobilisation contre le hijab obligatoire dès mars 1979 –la légitimité historique de ce premier acte a été rappelée ces dernières années avec la mobilisation des " filles de la rue de la révolution" et plus récemment encore avec l'insurrection suite au meurtre de Jina (Mahsa) Amini – ; la violence du jihad contre les minorités nationales non perses ; la répression sanglante des mouvements d'autodétermination et des minorités religieuses et non religieuses ; la violence de la répression des classes populaires, entraînant la dissolution des conseils autonomes dans le monde du travail et à l'échelle des quartiers. Ce régime a posé ses fondations en éliminant physiquement les opposant.es lors de la décennie noire (années 1980) –à l'ombre de la guerre Iran-Irak– et s'est finalement stabilisé avec l'exécution de milliers de prisonnier.es révolutionnaires lors de l'été 1988. La contre-révolution islamique a pris le dessus sur la révolution progressiste de 1979. Depuis, l'existence de la République islamique dépend de la constante répression physique et idéologique. Récemment, le guide A.Khamenei a brandi la menace des massacres de masse, en écho à celui des années 1980. Mais cette fois-ci c'est le régime qui craint de disparaître. Le mouvement « Femme, Vie, Liberté » a montré que ce régime est mort dans l'esprit des habitant.es de ce territoire. Il a aussi montré que l'intimidation, qui a jusque-là permis la survie du régime, ne suffit plus. Nasrin Qaderi, étudiante kurde devenue martyre par une balle reçue à Téhéran, a écrit dans son dernier message sur Internet : « N'essayez pas de nous faire craindre la mort ! Nous la connaissons, nous avons déjà vécue ! ». Le mouvement « Jin, Jiyan, Azadi » a inscrit la lutte contre les ennemis de la vie au cœur-même des existences, comme le montre le slogan « les martyrs ne meurent jamais ».

C'est le féminicide gouvernemental de Jina (Mahsa) qui a déclenché le soulèvement. Pendant ces 4 mois, le peuple opprimé s'est dressé contre toutes les menaces et les intimidations. Partout, il a résisté aux forces de répression, avec un courage sans pareil : dans les maisons, les rues, les écoles, les universités, les usines. Face à la militarisation des hôpitaux et le détournement des ambulances pour en faire des armes de répression, des médecins et des jeunes habitant.es prennent en charge les blessé.es, leur fournissent médicaments et soins et créent des réseaux clandestins d'entre-aide. Les prisonnier.es continuent également de résister depuis leurs cellules, malgré des verdicts sans fondement prononcés lors de procès-mascarade, sans accès à des avocats indépendants, malgré des passages à tabac et des tortures physiques et mentales pour forcer des aveux, malgré les viols et harcèlements sexuels, et malgré la répression collective dans les prisons. La République du massacre profite de la situation fragile des anonymes et des personnes marginalisé.es pour intensifier les intimidations et prend même en otage les familles des défunt.es et des prisonnier.es.

Depuis le début de l'insurrection, plus de 18 000 militant.es et manifestant.es ont été arrêté.es, des milliers de personnes ont été blessées, plus de 500 personnes ont été tuées par balles ou sous la torture et 44 personnes risquent d'être exécutées pour des accusations telles que « guerre contre dieu » et « corruption sur terre ». Les récits de la répression envoyés depuis les prisons sont terrifiants. Dans le même temps, l'oppression ne s'abat pas sur les corps de manière uniforme. Mohsen Shekari était employé dans un café ; il a été taxé d'« ennemi de dieu » et accusé d'avoir mis le feu à une poubelle, alors qu'il défendait légitimement des manifestant.es sans défense face à la violence des forces de répression. Les meurtres d'enfants comme Setareh Tadjik, afghane, et Kian

Pirfalak, de la ville d'Izeh, le vendredi sanglant du Balouchistan, la militarisation du Kurdistan, ainsi que les récits terrifiants de viols et de violences sexuelles, témoignent des différentes faces de cette répression.

Et pourtant, le soulèvement « Femme vie libre » est toujours d'actualité et a besoin de solidarité. Il se poursuivra avec le soutien internationaliste de toutes celles et ceux qui se battent pour la liberté. Le silence des peuples opprimés à travers le monde face au soutien direct et indirect qu'apportent les puissances mondiales et régionales de tous bords accroît le sentiment d'impunité du régime et facilite la répression. Dans le même temps, il faut condamner collectivement toute intervention étrangère, militaire ou économique qui nuirait à l'autonomie de la mobilisation.

Le **21 janvier 2023**, nous descendront dans la rue pour condamner les exécutions, la répression, la tyrannie et dire notre solidarité avec la résistance des prisonnier.es et leurs familles, avec les condamné.es à mort et le mouvement des mères qui demandent justice.

Berlin (Bolandgoo)

Brême (collectif Socialisme par le bas)

Bruxelles (Collectif Femmes, Vie, Liberté)

Paris (Groupe Roja)

Paris (feminists4Jina)

Francfort (Bloc Internationaliste)

Göttingen (Collectif Sans Nom)

Hambourg (Collectif Femmes, Vie, Liberté)

Manchester (Collectif Racines Rouges)